

---

---

# PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION  
GENERALE

BUREAU DE  
L'ENVIRONNEMENT

ARPROVAL.DOC

Affaire suivie par M. TALAU  
☎ 03.87.34.88.97 - JT/CM

## ARRETE

N° 97-AG/2 - 267  
en date du 22 DEC 1997

autorisant la Société PROVALOR à exploiter  
une installation de stockage de sources  
lumineuses, de tubes cathodiques usagés et de  
divers constituants de ces produits sur le parc  
d'activités de Fürst à FOLSCHVILLER.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU  
MERITE

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la  
protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi  
susvisée ;

Vu la demande présentée par la Société PROVALOR en vue d'exploiter une installation  
de stockage de sources lumineuses, de tubes cathodiques usagés et de divers  
constituants de ces produits sur le parc d'activités de Fürst à FOLSCHVILLER ;

Vu les plans et notices produits à l'appui de cette demande ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

---

*Liberté Egalité Fraternité*

Vu le procès-verbal de l'enquête publique qui s'est déroulée du 26 août au 26 septembre 1977 dans les communes de SAINT-AVOLD, VALMONT, FOLSCHVILLER et LAUDREFANG ;

Vu l'avis du commissaire-enquêteur ;

Vu l'avis des conseils municipaux de SAINT-AVOLD, VALMONT, FOLSCHVILLER et LAUDREFANG ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;

Vu l'avis de M. le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

Vu l'avis de M. le Directeur Régional de l'Environnement ;

Vu l'avis émis par l'Inspecteur des Installations Classées ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 4 décembre 1997 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

**ARRETE****Article 1 :**

La Société PROVALOR basée sur le parc d'activités de Fürst à FOLSCHVILLER est autorisée à exploiter une installation de stockage de sources lumineuses (*tubes néon et lampes à décharge*); de tubes cathodiques usagés ainsi que les divers constituants de ces produits.

La présente autorisation d'exploitation est attribuée pour les produits et les quantités qui suivent :

Produits	Quantité maximale	Surface de stockage maximale
Sources lumineuses (Tubes fluorescents et lampes à décharge)	50 000 unités	100 m <sup>2</sup>
Tubes cathodiques	600 unités	100 m <sup>2</sup>
Culots métalliques de lampes	200 kg	
Produits issus du traitement des tubes cathodiques - verre - particules métalliques - générateur cathodique	15,8 tonnes 2,2 tonnes 80 kg	100 m <sup>2</sup>
Emballages : - palettes - fûts (volume 200 litres)	70 unités 5 unités	20 m <sup>2</sup>
Poudres fluorescentes	370 kg	5 m <sup>2</sup>

Les installations exploitées sont visées par la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Numéros correspondant à la nomenclature	Désignation des activités	Régime
167 A	Déchets industriels provenant d'installations classées. (Installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères).  A-Station de transit.	Autorisation préfectorale

## Article 2 :

Les installations seront situées, équipées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

Toute transformation dans l'état des lieux et toutes modifications notables des installations ou de leur mode d'utilisation doivent être portées, avant leur réalisation, à la connaissance du Préfet du département.

## Article 3 : Accident - Incident

3.1- Il est rappelé que par application des dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 susvisé, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'Inspecteur des Installations Classées.

3.2- L'exploitant fournira à l'Inspecteur des Installations Classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

## Article 4 : Principes généraux

### 4.1- Définition de l'activité exercée

→ [ La Société PROVALOR de Folschviller ne procédera dans les bâtiments qu'elle occupe qu'au stockage des produits mentionnés à l'article 1er du présent arrêté sous respect des dispositions mentionnées dans le présent arrêté.

[ En particulier aucune installation fixe de traitement des déchets ne pourra être exploitée sur le site.

[ Les produits stockés à l'intérieur des bâtiments seront conditionnés en conteneurs et emballages spécifiques tels que décrits dans le dossier de demande d'autorisation.

### 4.2- Origine des déchets

Conformément à la demande présentée seuls les déchets récupérés auprès d'entreprises situées en France pourront être stockés dans les bâtiments occupés par la Société PROVALOR.

→ [ L'exploitant communiquera semestriellement à l'Inspecteur des Installations Classées une liste mentionnant le nom et la localisation des entreprises auprès desquelles les déchets ont été récupérés.

[ Ce document devra en outre préciser les tonnages reçus par type de déchets.

#### 4.3- Gestion du stock

Les déchets réceptionnés à un instant donné sur le site de Folschviller ne devront pas y être stockés pour une durée de plus de trois mois.

En outre la durée de stockage des poudres fluorescentes ne devra pas excéder 4 jours ouvrables. *plus de poudres*

Les dates de réception et d'évacuation des déchets seront précisées dans le cadre du registre prévu à l'article 8-1 du présent arrêté.

### Article 5 : Prévention contre le bruit et les vibrations

- 5.1- Les installations doivent être exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 Janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 Juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

- 5.2- Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué, au titre du décret du 18 Avril 1969.

- 5.3- L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (*sirène, avertisseur, haut-parleurs, etc ...*) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

- 5.4- Afin de respecter les valeurs d'émergence définies par l'arrêté ministériel, les niveaux limites admissibles de bruit en limite de propriété ne devront pas excéder du fait de l'établissement : 48 dB(A) pour la période de jour (7h à 22 h) et 40 dB(A) pour la période de nuit (22 h à 7 h).

- 5.5- L'inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles ponctuels ou périodiques de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

A ce titre, la société effectuera un contrôle de la situation acoustique dès la mise en service des installations de production.

- 5.6- L'entreprise sera convenablement clôturée sur l'extérieur pour éviter la propagation de bruits gênants, même accidentels (*machinerie, manutention, chute de pièces en cours de travail, etc ...*).

Il sera, de préférence ventilé uniquement par la partie supérieure, par des baies aménagées de façon qu'il n'en résulte aucune diffusion de bruit gênant pour le voisinage.

Si la situation l'exige, ces baies devront être munies de chicanes appropriées formant écran au bruit.

- 5.7- Les travaux qui pourront s'avérer particulièrement bruyants seront effectués, si c'est reconnu nécessaire, dans des locaux spéciaux bien clos et efficacement insonorisés.

Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit (*machinerie, manutention, voiturage, etc ...*) seront interdits entre 22h00 et 7h00.

## Article 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

### 6.1- Principes généraux

- 6.1.1 L'exploitant devra prendre toutes dispositions nécessaires pour éviter l'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz en quantités susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques.

- 6.1.2 Les ateliers seront ventilés efficacement, mais toutes dispositions seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé ni par la dispersion de poussières, ni par des émanations nuisibles ou gênantes.



- 6.1.3 La forme des conduits d'évacuation à l'atmosphère, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.
- 6.1.4 La cheminée équipant la chaudière alimentée au gaz naturel sera construite et exploitée conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle du 13 Août 1971.

## **Article 7 : Prévention de la pollution des eaux**

### **7.1- Principes généraux**

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects, d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout, directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

### **7.2- Prévention des pollutions accidentelles**

#### **7.2.1 Dispositions générales**

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'incident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement déversement direct de manières dangereuses ou insalubres qui, par leurs caractéristiques et les quantités émises, seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.

OK De plus les produits réceptionnés sur le site de Folschviller et qui sont mentionnés à l'article 1er du présent arrêté devront être stockés exclusivement dans un local clos, couvert et muni d'un sol étanche.

#### **7.2.2 Capacités de rétention**

Les stockages susceptibles de contenir, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en oeuvre peut porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, seront équipés de capacités de rétention étanches permettant de recueillir les produits qui s'écouleraient accidentellement.

Le volume et la conception de ces capacités de rétention devront permettre de recueillir, dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits dangereux ou insalubres mis en oeuvre dans une zone susceptible d'être affectée par un même sinistre.

Le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits dangereux ou insalubres devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs.

### 7.3- Rejet des eaux résiduaires

#### 7.3.1 Traitement des eaux sanitaires

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront rejetées dans le réseau d'assainissement communal et traitées dans la station d'épuration communale de Folschviller.

#### 7.3.2 Eaux pluviales

*non* → [ Les eaux pluviales provenant des toitures et des aires imperméabilisées de la société seront rejetées dans le réseau communal après passage par un décanteur-déshuileur.

#### 7.3.3 Eaux industrielles

→ [ L'entreprise ne procédera à aucun rejet d'eaux industrielles.

Aucun lavage humide du sol du local de stockage ne sera effectué.



## Article 8 : Déchets

- 8.1- L'exploitant doit veiller à la valorisation de tous les produits stockés dans l'installation dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Ainsi l'exploitant devra s'assurer et pouvoir justifier à tout moment des filières de valorisation des produits traités. Ces filières devront assurer une valorisation intégrale de tous les produits récupérés et traités par la Société PROVALOR.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assurera que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur. Il s'assurera avant tout chargement que les contenants utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés. Il vérifiera également la compatibilité des produits avec le mode de transport utilisé.

Les produits réceptionnés sur le site de Folschviller et mentionnés à l'article 1er du présent arrêté feront l'objet d'une comptabilité précise sous la forme d'une inscription dans un registre mentionnant les éléments suivants :

- date de réception
- nature du déchet
- origine du déchet
- quantité exprimée en poids et en nombre de conteneurs ou de fûts
- date de traitement et d'évacuation pour valorisation
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement
- destination précise des sous-produits valorisables : lieu et mode de valorisation finale.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'évacuation et du traitement des produits seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Cette disposition s'applique également au produit de curage du décanteur-déshuileur traitant les eaux pluviales.

- 8.2- D'une manière générale, les produits devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation de manière à faciliter leur récupération ou valorisation ultérieure.

Dans l'attente de leur traitement, les produits destinés à la valorisation seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

L'exploitant est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances.

## **Article 9 : Prévention et lutte contre l'incendie**

### **9.1- Equipements, consignes de lutte contre l'incendie**

Des dispositions seront prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu. En particulier, des extincteurs en nombre suffisant seront répartis dans toute l'entreprise en des endroits aisément accessibles et facilement identifiables. Ces extincteurs seront maintenus en bon état d'utilisation.

Un robinet d'incendie armé, sera implanté selon les normes NFS 62 201 dans le local de stockage.

En outre les quatre poteaux d'incendie implantés à proximité de l'établissement devront pouvoir fournir chacun un débit minimum de 17 litres/seconde sous une pression minimale d'un bar.

L'exploitant établira des consignes de protection et de lutte contre l'incendie et s'assurera de la connaissance de ces consignes par le personnel appelé à intervenir dans le local de stockage et dans la chaufferie.

Le personnel devra également être formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.

Une interdiction de fumer sera appliquée à l'intérieur du local de stockage et de la chaufferie.

### **9.2- Construction et aménagements**

Les divers locaux de la société, à savoir les locaux administratifs, le local de stockage des produits destinés à la valorisation et le local de la chaufferie seront munis de parois présentant un caractère coupe-feu de degré 1 heure. La toiture du local de stockage des déchets sera équipée sur au moins 1 % de sa surface d'exutoires de fumées à commande manuelle.

La commande manuelle de ces exutoires devra être facilement accessible depuis les issues de secours.

Les issues de secours seront constamment maintenues libres de tout obstacle.

Le stockage sera organisé de manière à permettre l'accès au sein du stockage afin de pouvoir combattre tout commencement d'incendie.

Un espace minimal de 0,8 mètre sera maintenu entre les parois du local et les produits stockés.

La hauteur de stockage sera limitée à deux conteneurs superposés.

Tout stockage de produits autres que ceux mentionnés à l'article 1er du présent arrêté est interdit.

## **Article 10 : Installations électriques**

Les prescriptions de l'arrêté du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques susceptibles de présenter des risques d'explosion seront appliquées.

L'ensemble des installations électriques existantes fera l'objet de vérifications périodiques par un organisme agréé.

## **Article 11 : Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspecteur des Installations Classées pourra demander en cas de besoin que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués à l'émission ou dans l'environnement, par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions prises au titre de la réglementation sur les installations classées.

Les frais occasionnés par ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

## **DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **Article 12 - Changement d'exploitant - cessation d'activité**

En cas de changement d'exploitant ou de cessation d'activité, le Bureau de l'Environnement de la Préfecture devra être informé dans le délai d'un mois. Avant son abandon, le site devra être remis en état.

### **Article 13 - Hygiène et sécurité du personnel - protection des tiers**

Les prescriptions légales et réglementaires en vigueur, relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel seront rigoureusement observées.

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

### **Article 14 - Infractions aux dispositions de l'arrêté - durée de validité de l'autorisation**

Le Préfet pourra mettre en oeuvre la procédure prévue à l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Le présent arrêté cessera de produire effet s'il s'écoulait un délai de trois années avant la mise en activité, ou bien encore si l'exploitation était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### **Article 15 - Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de FOLSCHVILLER et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Une ampliation de l'arrêté sera adressée aux conseils municipaux de SAINT-AVOLD, VALMONT, FOLSCHVILLER, LAUDREFANG ;

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

### **Article 16 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

### Article 17 - Exécution de l'arrêté

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
M. le Sous-Préfet de FORBACH,  
M. le Maire de FOLSCHVILLER,  
MM. les Inspecteurs des Installations Classées,  
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 22 DEC 1997

POUR AMPLIATION

*Le Chef de Bureau*



**M.C. MERLE**

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



**Joël TIXIER**